

# amnesty international.

KÖNIG 24

EMPASSÉ ST-MARTIN  
57400 STRASBOURG

GROUPE N° 243

SARREBOURG le 18.12.92

REPÚBLICA DEL CHILE

PRESIDENCIA

REGISTRO Y ARCHIVO

NR.

92/30747

A: 30 DIC 92

P.A.A.

C.B.E.

M.T.O.

H.D.O.

R.G. I.F.M.

M.C.

L.O.B.

U.S.

ARCH.VO

Monsieur le Président

En tant que membre d'Amnesty International je me sens concerné par les violations des droits de l'homme partout dans le monde. En cette année 1992, anniversaire du 500ème anniversaire de l'arrivée des Européens sur le continent américain il me semble opportun d'accorder une attention plus particulière aux populations indigènes des Amériques, via leurs groupes travaillant avec elles, qui continuent à être exposées à des violations de leurs droits fondamentaux.

Deuxièmement j'ose l'honneur Monsieur le Président, d'attirer en particulier votre attention sur les populations méprisées cruellement traitées après le coup d'état de 1973. Je me félicite des enquêtes menées par la Commission National de Vérité et Réconciliation mais, je constate, qu'aucun des fonctionnaires de l'Etat, responsables d'avoir ordonné ou perpetré des violations massives des droits de l'homme à l'encontre de ces populations, sous le régime militaire au pouvoir de 1973 à 1990, n'ont toujours pas été traduits en justice.

Par ailleurs, Amnesty International, qui a reçu plus de 60 plaintes concernant des personnes torturées depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, estime que l'une des principales raisons pour lesquelles on continue de signaler des cas de torture et l'impunité dont ont

PRIX NOBEL DE LA PAIX 1977  
ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

SECTION FRANÇAISE

4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11, Tél. 43.38.74.74. Telex Amnesty 213 659 F, Minitel 3615 Amnesty

MOUVEMENT IMPARTIAL D'INTERVENTIONS DIRECTES POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS D'OPINION DANS LE MONDE, L'ABOLITION DE LA TORTURE ET DE LA PEINE DE MORT.

bénéficier les responsables des violations des droits de l'homme commises sous le précédent gouvernement. Permettez-moi d'insister sur la nécessité de faire connaître la vérité et de traduire en justice les auteurs des violations des droits de l'homme afin que de tels abus ne se reproduisent plus.

Enfin je vous prie, Monsieur, de vouloir bien prendre connaissance des recommandations ci-jointes en faveur des populations indigènes qui Amnesty International adresse aux gouvernements des Amériques et vous serais infiniment reconnaissant de me faire savoir si les autorités chiliennes ont l'intention de les adopter et les appliquer.

Je vous prie, Monsieur le Président de vouloir bien croire à ma très haute considération,

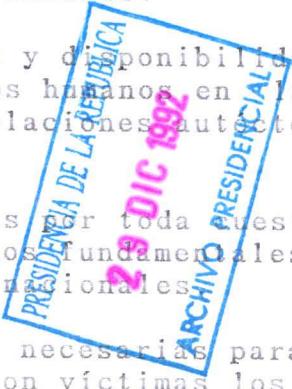
R. Koenig

## TEN STEPS TO PROTECT THE HUMAN RIGHTS OF INDIGENOUS PEOPLES.

1. Initiate a national review of whether international standards that protect the rights of indigenous peoples have been implemented. The rights examined should include all fundamental civil, political, economic, social and cultural rights.
2. Investigate all reports of humain rights violations against indigenous peoples and bring those responsible to justice. No impunity for violations shoud be permitted.
3. All detainees should be brought promptly before un judge, and given regular access to lawyers, relatives and doctors. Ensure that all prisoners are treated humanely and that the special needs of indigenous detainees are respected.
4. Protect victims and witnesses who give evidence of human rights violations.
5. In order to prevent any human right abuses which might ensue, guarantee that land disputes will be quickly and justly resolved.
6. Instruct the security forces that basic human rights must be protected under all circumstances, including internal conflict or other national emergency.
7. Prevent the forcible return of any person to a country whereRec he or she would risk serious human rights violations.
8. Make human rights education materials available in indigenous languages and ensure that indigenous peoples are aware of their rights.
9. Consult indigenous peoples about all matters affecting their protected rights.
10. Take measures to end discrimination against indigenous peoples, which has been a key factor in human rights violations against them.

# RECOMENDACIONES DE AMNISTIA INTERNACIONAL PARA LA PROTECCION DE LOS DERECHOS FUNDAMENTALES DE LOS PUEBLOS INDIGENAS.

1. Controlar a nivel nacional que las normas internacionales relativas a la protección de los derechos de los pueblos indígenas son puestas en práctica y respetadas.
2. Realizar investigaciones exhaustivas e imparciales cada vez que se produce una denuncia sobre violación de derechos humanos contra miembros de una comunidad indígena y juzgar a los responsables. Ninguna impunidad debe ser tolerada.
3. Examinar el trato que se dispensa a los detenidos indígenas. Todo prisionero debe tener contacto regular con sus abogados, sus familiares y un medico. Todos deben ser tratados humanamente y ciertas necesidades específicas a sus orígenes deben ser satisfechas.
4. Proteger a todos aquellos, víctimas o testigos, que denuncien violaciones a los derechos humanos cometidas contra los pueblos indígenas.
5. Garantizar una solución rápida y justa a los conflictos provocados por la tenencia de la terra, dado que un gran número de violaciones a los derechos humanos se producen en el marco de esas disputas.
6. Los gobiernos deben ordenar a sus fuerzas armadas que respeten y protejan los derechos humanos en todas circunstancia.
7. Impedir el exilio forzado y /o la extradición de toda persona, hacia un país donde pueda ser víctima de graves violaciones a los derechos humanos.
8. Garantizar la existencia y disponibilidad de material educativo sobre los derechos humanos en las lenguas indigenas y asegurarse de que las poblaciones autóctonas conocen sus derechos.
9. Consultar a los indígenas en toda cuestión que tenga incidencia sobre sus derechos fundamentales, garantizados por diversos instrumentos internacionales.
10. Tomar todas las medidas necesarias para poner fin a la discriminación de la cual son víctimas los pueblos indígenas.



# amnesty international.

ROUSCHIMEYER M.T.  
1 rue des Ecoulettes  
57400 Sarrebourg  
FRANCE

GROUPE N° 843

Sarrebourg, le 18.12.92.

Monsieur le Président de la République,

En tant que membre d'Amnesty International, et en tant que simple citoyen, je me sens concerné par les violations des droits de l'homme partout dans le monde. En cette année 1992, année du 500<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des Européens sur le continent américain, il me semble opportun d'accorder une attention plus particulière aux populations indigènes des Amériques, et à tous ceux qui travaillent avec elles, qui continuent à être exposés à des violations de leurs droits fondamentaux.

Aussi, j'ai l'honneur Monsieur le Président de la République, d'attirer en particulier votre attention sur les populations mapuches cruellement traitées après le coup d'Etat de 1973. Je me félicite certes des enquêtes menées par la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación mais je constate qu'aujourd'hui des fonctionnaires de l'Etat, responsables d'avoir ordonné ou perpétré des violations massives des droits de l'homme à l'encontre de ces populations, sous le régime militaire au pouvoir de 1973 à 1990, n'ont toujours pas été traduits en justice.

Pour ailleurs, Amnesty International, qui a reçu à ce jour plus de 40 plaintes concernant des personnes torturées depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, estime que l'une des principales raisons pour lesquelles on continue



PRIX NOBEL DE LA PAIX 1977  
ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE  
SECTION FRANÇAISE

4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11, ☎ 43.38.74.74. Téléx Amnesty 213 659 F, Minitel 3615 Amnesty

de signaler des cas où torture est l'impunité dont ont bénéficié les responsables des violations des droits de l'homme commises sous le précédent gouvernement. Permettez-moi d'insister sur la nécessité de faire connaître la vérité et de traduire en justice les auteurs des violations afin que de tels abus ne se reproduisent plus.

Enfin, je vous prie, Monsieur le Président de la République, de vouloir bien prendre connaissance des recommandations ci-jointes en faveur des populations indigènes qui l'Amnesty International adresse aux gouvernements des Caraïbes et vous serais infiniment reconnaissant de me faire savoir si les autorités chiliennes ont l'intention de les adopter et de les appliquer.

Je vous prie, Monsieur le Président de la République, de vouloir bien croire à ma très haute considération.

Rouschmeyer M.P.

**RECOMENDACIONES DE AMNISTIA INTERNACIONAL  
PARA LA PROTECCION DE LOS DERECHOS  
FUNDAMENTALES DE LOS PUEBLOS INDIGENAS.**

1. Controlar a nivel nacional que las normas internacionales relativas a la protección de los derechos de los pueblos indígenas son puestas en práctica y respetadas.
2. Realizar investigaciones exhaustivas e imparciales cada vez que se produce una denuncia sobre violación de derechos humanos contra miembros de una comunidad indígena y juzgar a los responsables. Ninguna impunidad debe sertolerada.
3. Examinar el trato que se dispensa a los detenidos indígenas. Todo prisionero debe tener contacto regular con sus abogados, sus familiares y un médico. Todos deben ser tratados humanamente y ciertas necesidades específicas a sus orígenes deben ser satisfechas.
4. Proteger a todos aquellos, víctimas o testigos, que denuncien violaciones a los derechos humanos cometidas contra los pueblos indígenas.
5. Garantizar una solución rápida y justa a los conflictos provocados por la tenencia de la terra, dado que un gran número de violaciones a los derechos humanos se producen en el marco de esas disputas.
6. Los gobiernos deben ordenar a sus fuerzas armadas que respeten y protejan los derechos humanos en todas circunstancias.
7. Impedir el exilio forzado y/o la extradición de toda persona, hacia un país donde pueda ser víctima de graves violaciones a los derechos humanos.
8. Garantizar la existencia y disponibilidad de material educativo sobre los derechos humanos en las lenguas indígenas y asegurarse de que las poblaciones autóctonas conocen sus derechos.
9. Consultar a los indígenas por toda cuestión que tenga incidencia sobre sus derechos fundamentales, garantizados por diversos instrumentos internacionales.
10. Tomar todas las medidas necesarias para poner fin a la discriminación de la cual son víctimas los pueblos indígenas.